

**Ces pages Paroles
 sont à vous.
 Elles accueillent
 vos témoignages,
 vos récits, vos
 expériences.**

LaSource

Vous voulez participer aux pages Paroles ? Si vous êtes abonnés, rendez-vous sur La Source. Cette plateforme numérique nous permet de recueillir vos textes, rédigés idéalement à la première personne. Ce peut être un récit, un coup de cœur, une expérience, une rencontre ou encore un voyage. Vous pouvez écrire directement sur La Source ou y déposer un fichier. Dans un second temps, la rédaction échange avec vous pour une éventuelle publication.

source.ebdo-lejournal.com

Les impacts de la nouvelle carte scolaire sont dramatiques

Dans les écoles primaires et maternelles de banlieue et dans les zones rurales, des centaines de fermetures de classes sont annoncées. Deux instituteurs donnent l'alerte. Pour eux, c'est une bombe à retardement.

Si l'automne est la saison des feuilles mortes, l'hiver est celle du « marronnier » de l'Éducation nationale qui voit tomber la liste des fermetures de classes. Explication. Chaque année est annoncée la carte scolaire, un menu qui désigne les écoles où il va falloir se serrer la ceinture. Certaines ouvriront des classes, mais, en contrepartie, d'autres en fermeront.

Depuis la rentrée 2017, un dispositif est mis en place : le dédoublement des enseignants sur les classes de CP d'écoles en Réseaux d'éducation prioritaire renforcés (REP+). L'année prochaine, celui-ci est étendu aux CP de Réseaux d'éducation prioritaire (REP) et CE1 de REP+ (puis, en 2019, de REP). Idée intéressante. Mais pour affecter des ensei-

gnants sur ces dispositifs, il faut forcément les prélever ailleurs, même dans des écoles dont les effectifs sont stables. Dès lors, chacun comprend que le généreux principe du dédoublement ne pourra se faire qu'au détriment d'autres écoles, et donc d'autres enfants.

Les académies de Besançon, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Limoges, Poitiers et Rennes ne bénéficient d'aucune création de postes dans le premier degré. D'autres académies sont dotées de postes supplémentaires, mais en nombre largement insuffisant pour assurer le dédoublement des classes annoncé.

Déshabiller la campagne

Ainsi, Nantes reçoit bien 34 postes mais pour 137 classes. Nancy, 36, mais pour 142 classes. Reims, 20, pour... 121 classes. Tout cela donne l'impression que l'on déshabille la campagne pour habiller la banlieue. C'est d'autant plus dommage que le contraire avait été affirmé par le président Macron : « *Il n'y aura plus aucune fermeture de classes* »



dans les zones rurales», disait-il alors, le 17 juillet 2017, lors de la première conférence nationale des territoires. Dans ces communes qui ont vu fermer le tribunal, la maternité, le bureau de Poste, les bureaux d'EDF, l'hôpital, la gare, comment ne pas éprouver un sentiment d'abandon? Et désormais, près de 40% d'entre elles n'ont plus d'école!

Incompréhensions, tensions

Ce sentiment d'abandon domine lui aussi en banlieue. Ces incompréhensions créent des tensions. Quant aux enseignants, ils se sentent seuls. Ils n'ont plus l'impression de faire leur métier et n'en ont plus les moyens. Pourtant, on sait que l'ignorance engendre la violence sous toutes ses formes, un échec bien plus coûteux (santé, justice) que quelques postes supplémentaires.

Dans le département du Val-de-Marne, 95 classes vont être fermées. Sur 95, 73 sont des classes de maternelle. Dans les Hauts-de-Seine, on compte

101 fermetures de classe, dont 78 en maternelle. Les effectifs vont grimper à près de 30 élèves par classe, chose impensable chez nombre de nos voisins européens. À 3 ans, un enfant dé-

classes! Comment être un enfant serein, écouté, épaulé dans ces conditions? Comment être un parent rassuré, entendu dans ces conditions? Comment être un enseignant bienveillant, ai-

À 3 ans, un enfant découvrira l'école avec 29 autres de ses camarades et deux enseignants grand maximum

couvrira l'école avec 29 autres de ses camarades et deux enseignants grand maximum. C'est incompréhensible, surtout au moment où le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, veut lancer des assises de la maternelle en affirmant que « l'école maternelle doit devenir une locomotive pour toute l'école, synonyme de bonheur et non d'angoisse ». Les écoles REP ne sont pas épargnées par les impacts de la nouvelle carte scolaire et ils sont dramatiques: jusqu'à 27 élèves dans certaines

classes? Comment être un enfant serein, écouté, épaulé dans ces conditions? Quels choix économiques peuvent justifier pareille situation? D'où qu'ils soient, ces enfants sont nos élèves. Ils méritent respect, attention, considération, loin des effets d'annonce. Que notre système éducatif se donne les moyens de ses ambitions! L'Éducation nationale doit désamorcer cette bombe à retardement. ©

**Marion Audrain, maîtresse d'école à Alfortville (Val-de-Marne),
Sylvain Grandserre, maître d'école à Montérolier (Seine-Maritime)
Texte envoyé à Ebdo**

La colère d'une instit'

Marion Audrain est maîtresse d'école à Alfortville, dans le Val-de-Marne. Elle a enseigné douze ans dans une école maternelle classée Réseaux d'éducation prioritaire (REP), et enseigne depuis 2017 dans une nouvelle école. Dans son secteur, il y a deux hôtels sociaux (des hébergements d'urgence), où sont logés 40% des élèves de l'établissement. Pour autant, l'école n'est pas classée REP. Quand Marion a découvert la nouvelle carte scolaire en février, la colère est montée. « Je l'ai prise dans la figure », s'exclame-t-elle. Une classe de son école est menacée de fermeture, ce qui signifie qu'une classe comptera plus de 30 élèves

à la rentrée prochaine. Elle exprime sa colère par l'envoi d'un mail à tous ses contacts, et notamment à Sylvain Grandserre, maître d'école à Montérolier, en Normandie. Il intervient régulièrement dans l'émission « Les Grandes Gueules » sur RMC. C'est ainsi que Marion l'a découvert et l'a contacté il y a plusieurs années. Aujourd'hui, ils arrivent à la conclusion que les problèmes d'écoles en banlieue et ceux d'écoles à la campagne, même s'ils sont différents, ne doivent pas s'opposer. Il s'agit des mêmes enjeux, que Marion décrit dans ce courrier envoyé à Ebdo. ©

Anne-Sophie Jacques